

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 16 FÉVRIER 2011

WOENSDAG 16 FEBRUARI 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 06 sous la présidence de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

La **présidente**: La question n° 1358 de Mme Jadin est transformée en question écrite, de même que la question n° 1814 de Mme Galant.

01 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les effets pour les CPAS de la catégorisation des chômeurs" (n° 2156)

01.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Les personnes les plus précarisées, qui ont déjà tendance au décrochage, sont exclues du plan d'activation des chômeurs.

Pour résoudre ce problème, Mme Milquet avait exposé, en mars 2010, un système fluctuant de catégories, qui n'est pas tout à fait le même que celui que M. Antoine amène au niveau de la Région wallonne.

Certains CPAS wallons se sont inquiétés de la volonté du ministre Antoine de renvoyer certains publics du Forem vers des acteurs extérieurs, dont les CPAS, déjà surchargés.

Connaissez-vous ces catégories? Quelles personnes pourraient-elles être renvoyées vers les CPAS? La politique d'exclusion des chômeurs a-t-elle renvoyé beaucoup de gens vers les CPAS? Disposez-vous des données pour les six derniers mois de 2010?

01.02 **Philippe Courard**, secrétaire d'État (*en français*): L'accompagnement des demandeurs d'emploi étant une compétence régionale, il n'appartient pas à l'autorité fédérale de se prononcer à ce sujet. Je n'ai pas été consulté.

Seul l'ONEm est en mesure de fournir des données chiffrées sur le nombre de personnes exclues temporairement ou définitivement ou en fin de droit au chômage. Tout chômeur exclu ou en fin de droit ne devient pas nécessairement un ayant droit au CPAS.

Les données les plus récentes sont les analyses basées sur des données reprises dans le *datawarehouse* de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) – Protection sociale et Marché du travail – de 2007. Cette étude indique qu'en moyenne 11 % des personnes sanctionnées se dirigent vers le CPAS pour demander une aide après la sanction. Les personnes sanctionnées constituent environ 2,5 % de la population totale des usagers du CPAS. Plus la sanction est longue, plus le risque de faire appel au CPAS pendant la période de la sanction est élevé.

Cela a un impact sur la charge financière du CPAS, mais, d'autre part, le CPAS peut mettre en place un

parcours sur mesure pour ces personnes.

Les chiffres fiables relatifs à l'année 2010 du *datawarehouse* de la BCSS – Protection sociale et Marché du travail – ne seront connus que fin 2011, voire début 2012.

01.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): S'il existait une volonté de faire accompagner certains publics par les CPAS, comme le laissent penser certains documents, la matière relèverait aussi du fédéral. Pourtant, vous me dites qu'aucune concertation n'a eu lieu.

Les CPAS ont déjà bien à faire avec les publics dont ils ont la charge. Les autres doivent dépendre de la solidarité fédérale via le chômage et de l'accompagnement régional, même si des acteurs spécialisés sont nécessaires pour se charger de ces publics plus précaires.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation par les CPAS de la subvention fédérale spécifique concernant les enfants défavorisés dans le contexte des activités scolaires payantes" (n° 2185)

02.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): L'an dernier, dans le cadre de l'année européenne pour la pauvreté, a été créé un fonds de pauvreté infantile.

Nombre d'écoles, y compris communales, réclament aux parents des sommes importantes pour des voyages scolaires obligatoires – les montants demandés peuvent dépasser les 500 euros pour une semaine. Cette situation est très choquante, car les parents qui ne disposent que de petits salaires ou d'allocations de remplacement mais ne se résignent pas à voir leurs enfants exclus d'une activité scolaire se tournent vers les CPAS qui doivent prendre en charge ces frais ou une partie de ces derniers.

Avez-vous connaissance de demandes de ce type auprès des CPAS et de la part des subsides qui y ont été consacrés? Avez-vous donné des orientations aux CPAS pour que les enfants défavorisés ne soient pas traités de manière inégale par les CPAS dans le cadre de ce subside?

02.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): Les CPAS des trois Régions sont régulièrement amenés à intervenir dans les frais de voyages scolaires via la subvention visant la participation sociale et l'épanouissement culturel et sportif des usagers des services des CPAS. Pour 2010 et 2011, un budget complémentaire de 4 200 000 euros a été débloqué par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté infantile. Les premiers rapports d'activité ne seront disponibles qu'en mars 2011.

La notion d'usager dans le cadre de cette subvention doit être prise au sens large. C'est le CPAS lui-même qui juge de l'opportunité d'intervenir et définit les frais à rembourser à ces usagers. L'intervention peut être totale ou partielle. Afin d'aider les CPAS dans l'application de la mesure relative à la pauvreté infantile, une circulaire a été rédigée. Un manuel reprenant les aides octroyées et les frais est aussi disponible sur le site du SPP Intégration sociale.

Nous envisageons une étude sur les bonnes pratiques des CPAS en matière d'usage des moyens de la participation sociale et culturelle. Une attention particulière sera apportée au fonds de la lutte contre la pauvreté infantile. Ce rapport sera discuté avec les CPAS pour les aider à optimiser l'usage de leurs moyens financiers.

02.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Cet objectif de lutte contre la pauvreté infantile était partagé par tous mais, sur le terrain, certains CPAS utilisent cette enveloppe pour subventionner des activités que la commune organisait déjà. Je serais heureuse que l'étude dégage et balise les bonnes pratiques pour une réelle réduction de la pauvreté.

L'incident est clos.

Président: Hans Bonte.

03 Questions jointes de

- **M. Stefaan Vercamer** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "une étude relative aux bénéficiaires du revenu d'intégration" (n° 2474)

- **M. Wouter De Vriendt** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les résultats d'une enquête sur le revenu d'intégration" (n° 2511)

Le **président**: M. Vercamer est excusé et ne posera donc pas sa question n° 2474.

03.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Il ressort d'une étude récente que 56 à 57 % des ayants droit ne perçoivent pas le revenu d'intégration sociale soit parce qu'ils n'introduisent pas de demande, soit parce que ce revenu leur a été refusé à tort; en revanche, 24 % des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale semblent ne pas y avoir droit.

Le secrétaire d'État a-t-il connaissance d'autres études similaires? Est-il au courant de ces problèmes? Quelles sont les mesures prises en la matière avant et depuis son entrée en fonction? Estime-t-il opportun l'avis suggérant de réformer la logique de l'octroi du revenu d'intégration sociale grâce à l'automatisation? Le CPAS de Gand a entre-temps créé une cellule antifraude et élaboré une nouvelle politique de contrôle. Qu'en pensez-vous?

03.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'étude en question conclut que 57 à 77 % des ayants droit potentiels ne font pas appel au revenu d'intégration et que 24 % des bénéficiaires de ce dernier n'y ont pas droit. De plus, la compétence discrétionnaire du CPAS est confirmée dans cette étude.

Mais les chercheurs relativisent eux-mêmes les résultats en soulignant que leur sondage n'est pas représentatif. C'est la raison pour laquelle ils demandent d'utiliser uniquement leurs données à titre indicatif.

En 2007, la HIVA-KUL et la FOPES-UCL ont réalisé l'étude *Leven (z)onder leefloon* (Vivre (sans) sous le revenu d'intégration) par le biais du programme de recherche Agora coordonné par le SPP Politique scientifique. Cette étude examine si et dans quelle mesure il est question d'un manque de protection dans le cadre de la loi relative au droit à l'intégration sociale.

On a constaté qu'au cours de la période 1993-1995, 9,70 % de la population a dû, durant une période plus ou moins longue, se débrouiller avec des ressources inférieures au minimum de moyens d'existence, sans solliciter pour autant une forme de revenu minimum garanti. L'étude Agora concluait notamment qu'à partir du moment où une personne reçoit un revenu d'intégration, il y a de fortes chances que sa situation perdure. Par ailleurs, les indépendants, les personnes hautement qualifiées, les femmes, les personnes de plus de 80 ans, les ménages avec adolescents, les personnes résidant en Flandre, les ménages d'une seule personne et les personnes habitant à la campagne semblent davantage exposés à un risque de sous-protection. En revanche, chez les personnes en mauvaise santé ou sans travail, la probabilité de non-recours aux prestations est moins élevée.

Les réseaux d'aide sociale doivent travailler avec un seuil d'accès le plus bas possible. Les retenues sur le revenu d'intégration peuvent entraîner des situations de sous-protection. Selon la littérature internationale, les raisons du non-recours aux prestations sont liées à la perception des besoins, des droits et de l'utilité des aides, à un manque de connaissances de base, à la stabilité de la situation, à l'attitude vis-à-vis de la perception d'allocations, à la procédure de demande et aux effets sociaux de la perception de telles allocations.

La faiblesse du montant de l'aide, la stigmatisation des personnes demandant l'assistance d'un CPAS, un manque d'informations correctes, le niveau trop élevé des conditions d'octroi ainsi que d'autres facteurs exerçant eux-mêmes un effet multiplicateur constituent autant de barrières susceptibles de freiner les ayants

droit dans leurs démarches éventuelles.

Une campagne d'information ciblant les CPAS a été organisée en vue de lutter contre le phénomène du non-recours à l'aide sociale. Une démarche proactive est possible depuis l'adhésion des CPAS à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale en 2006, puisqu'il suffit désormais de procéder à un croisement des données. Une attestation multifonctionnelle étant également délivrée, le bénéficiaire d'un revenu d'intégration ou de l'aide sociale jouit automatiquement des allocations familiales majorées et de l'intervention majorée de l'assurance-maladie.

Le Plan fédéral de lutte contre la pauvreté inclut l'objectif d'un octroi automatique du statut Omnio. De plus, certains droits sont automatiquement attribués par le biais de l'échange de données entre les organismes de sécurité sociale et d'autres institutions qui accordent aux intéressés des tarifs sociaux ou d'autres droits dérivés.

Il est également précisé que les facilitateurs de l'ONEm auront la possibilité de suivre une formation spécifiquement orientée sur l'accompagnement des personnes pauvres. Au non-recours, très souvent lié à des erreurs dans les fichiers administratifs, les CPAS répondent par des mesures émancipatrices et informatives. Il est par ailleurs fait appel par les pouvoirs publics fédéraux à des experts en pauvreté et en exclusion sociale et les CPAS abordent de manière proactive les clients potentiels pour ce qui est de l'attribution des primes du Fonds social Mazout. Le SPP Intégration sociale encourage les CPAS à repérer les clients potentiels et à identifier leurs droits éventuels. Enfin, les CPAS fournissent systématiquement une adresse de référence et subsidient des logements d'urgence et de transit. Le programme Crystal du SPP Intégration sociale comporte un projet visant à vérifier les droits que peut faire valoir chaque client du CPAS.

La loi sur le revenu d'intégration sociale offre un cadre général, quant à l'étude sociale, elle relève des compétences locales. Si le revenu d'intégration sociale ne constitue pas une aide inconditionnelle, l'intégration dans la société fait cependant partie des droits de l'homme. Le revenu d'intégration sociale n'est donc pas un filet de sécurité, mais un tremplin.

Le CPAS peut définir, à l'échelon local, la forme à donner à son propre fonctionnement. Toutefois, on ne peut tolérer l'attribution inéquitable du revenu d'intégration qui compromettrait l'indispensable solidarité.

03.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Les auteurs de l'étude admettent, par ailleurs, que cette dernière illustre une problématique bien définie. Elle contient également des chiffres qui – même s'ils ont trait à l'année 2005 – ne se retrouvent pas dans d'autres études. Il est important pour les services du secrétaire d'État de pouvoir se faire une idée du problème de non-recours. L'étude pointe également du doigt l'importance de l'automatisation.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise à disposition par les CPAS de places d'accueil supplémentaires pour des réfugiés" (n° 2349)

04.01 Sonja Becq (CD&V): À la demande du secrétaire d'État, les CPAS apportent leur aide pour accroître la capacité d'accueil des réfugiés. Un CPAS m'a signalé que l'accord qu'il avait signifié fin novembre en vue de l'ouverture effective de places supplémentaires pour l'accueil des réfugiés est resté sans suite.

Depuis le 13 octobre, combien de places provisoires et permanentes ont été proposées par les CPAS et combien d'entre elles sont actuellement réellement occupées? Quelles sont les démarches concrètes effectuées par le secrétaire d'État pour assurer l'occupation effective de ces places? Combien de personnes ont été par exemple transférées des hôtels? Combien de ces lieux ont-ils reçu la visite de Fedasil?

Quel est le délai moyen entre l'introduction de la demande d'un CPAS et l'occupation effective de la place d'accueil?

04.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Depuis l'appel lancé le 13 octobre 2010 et jusqu'au 11 février 2011, 784 demandes de places ont été introduites dans 131 communes. Il s'agit de 493 places en Flandre, de 287 places en Wallonie et de 5 places à Bruxelles. Les accords conclus à cet effet couvriront une période de deux ans.

Cinquante-cinq pour cent des 784 places ont déjà été visitées et approuvées et 195 places d'accueil sont déjà effectivement occupées. Les autres places feront l'objet d'une visite dans les meilleurs délais mais la charge de travail est déjà très élevée pour les coordonnateurs régionaux de Fedasil.

Il est très difficile de déterminer le délai moyen entre l'introduction de la demande d'un CPAS et la disponibilité effective d'une place dans le cadre d'une initiative locale d'accueil (ILA). Cela dépend d'une multitude de facteurs, tels que, par exemple, l'état de l'habitation. La procédure elle-même n'est pas particulièrement longue, car certaines places sont disponibles dans un délai d'une semaine.

Seul un apport de personnel supplémentaire permettra à Fedasil de travailler plus rapidement. Deux nouveaux agents administratifs viendront bientôt renforcer l'équipe et la possibilité de procéder à des glissements internes de manière à mieux organiser le travail est en cours d'analyse.

04.03 Sonja Becq (CD&V): La priorité doit être accordée à une ouverture rapide de places d'accueil. Le délai minimum est très court, mais je crains que le délai maximum ne soit terriblement long. L'état du logement proposé n'est peut-être pas parfait, mais je pense que la pénurie de personnel est un problème plus grave. Je ne veux pas jeter la pierre aux collaborateurs de Fedasil, mais il appartient au ministre de veiller à ce que cet organisme puisse être plus efficace en lui accordant plus de personnel ou en procédant à une réorganisation.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Rita De Bont au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la situation en ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 2548)

05.01 Rita De Bont (VB): À la fin de l'an passé, le gouvernement s'est mis à la recherche de places d'accueil supplémentaires, notamment pour éviter les frais d'hôtel et les astreintes.

Au 1^{er} décembre 2010 et au 31 janvier 2011, combien de personnes séjournaient dans les structures d'accueil gérées par Fedasil et ses partenaires? Combien de places temporaires ou permanentes ont été créées en sus? Quel est le statut des personnes qui y séjournaient au 1^{er} décembre 2010 et au 31 janvier 2011? Combien de bénéficiaires de l'accueil séjournaient encore au 1^{er} décembre 2010 et au 31 janvier 2011 dans des chambres d'hôtel louées par Fedasil? Quelles astreintes ont encore été versées en décembre 2010 et janvier 2011? Combien de procédures sont-elles encore en cours pour cause de non-affectation? Combien de demandeurs d'asile n'ont pas reçu de lieu obligatoire d'inscription entre le 1^{er} décembre 2010 et le 1^{er} février 2011 à défaut de place dans les structures d'accueil? Au 1^{er} décembre 2010 et au 1^{er} février 2011, à combien de demandeurs d'asile les CPAS ont-ils octroyé une aide sociale sous la forme d'un soutien financier?

En ce qui concerne le soutien financier octroyé aux demandeurs d'asile, quelle part l'État a-t-il remboursée aux CPAS en 2010?

Le secrétaire d'État peut me transmettre tous ces chiffres par écrit. Je veux en fait savoir si la crise est résolue. Sommes-nous par exemple prêts à faire face aux répercussions de la situation en Afrique du Nord?

Le **président**: Voici l'exemple type d'une question écrite. Seuls des données chiffrées sont demandées.

05.02 Rita De Bont (VB): Je le sais mais il est difficile d'obtenir des réponses par ce biais.

Le **président**: Je propose que le secrétaire d'État communique les chiffres par écrit et se limite à la politique générale dans sa réponse.

05.03 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je transmettrai à Mme De Bont un tableau présentant les chiffres utiles.

La situation est du reste stable aujourd'hui. Il n'y a plus de nouvelle affectation. Je ne peux bien sûr pas prédire l'avenir. Je ne peux évaluer l'afflux dans le futur.

05.04 Rita De Bont (VB): Y a-t-il un accueil permanent ou le nombre de demandeurs d'asile a-t-il tellement diminué dans les structures d'accueil aujourd'hui qu'il n'est plus nécessaire de créer ces places d'accueil provisoires supplémentaires? Le nombre total de demandeurs d'asile qui doit être accueilli dans les centres d'asile a-t-il diminué dans ce délai de deux mois?

05.05 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'ai actuellement suffisamment de places, mais ce n'est pas le cas pour l'avenir. J'ai pour l'instant par exemple des places pour un an à la caserne de Bastogne. Pour les années suivantes, il faudra trouver d'autres places. Je n'ai plus les moyens de créer de nouvelles places d'accueil.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Theo Francken au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les plans de retour volontaires annoncés par son collègue, M. Wathelet" (n° 2446)**

- **Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les centres ouverts de retour" (n° 2562)**

06.01 Theo Francken (N-VA): Il y a quelques semaines, M. Wathelet déclarait qu'il était favorable aux centres ouverts pour les demandeurs d'asile déboutés qui souhaitent volontairement rentrer dans leur pays. Il n'a toutefois aucune compétence dans ce domaine. Il a néanmoins admis qu'il n'avait pas consulté ses collègues compétents en la matière. Cette question aurait entraîné un débat entre l'Office des Étrangers et Fedasil et une concertation a été organisée au cabinet du premier ministre.

Que pense M. Courard de la suggestion de son collègue? Le gouvernement s'est-il penché sur cette proposition? Le secrétaire d'État est-il disposé à réserver un ou plusieurs centres aux demandeurs d'asile qui souhaitent volontairement rentrer dans leur pays? Cette option est-elle réalisable d'un point de vue budgétaire? Est-il disposé à céder au secrétaire d'État chargé des politiques d'Asile et de Migration les compétences spécifiques en matière de retour volontaire?

06.02 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): M. Wathelet, secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, a proposé d'ouvrir des centres ouverts de retour, alors que le retour volontaire est de votre compétence.

Comment vous positionnez-vous par rapport à cet accompagnement? Êtes-vous d'accord avec M. Wathelet? Comment ces centres ouverts de retour vont-ils s'articuler avec vos compétences en matière de retour volontaire?

Certes, il faut toujours proposer un accompagnement aux personnes déboutées, comme un retour volontaire bien préparé et articulé avec les personnes concernées. Mais si l'Office des Étrangers gère ces centres ouverts de retour, la logique de l'éloignement forcé ne va-t-elle pas prendre le pas sur le retour volontaire? Comment cette proposition s'articule-t-elle avec le protocole d'accord entre l'Office des Étrangers et Fedasil du 17 septembre 2010? Où en est l'application de ce protocole et quels en sont les résultats?

06.03 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'ai également pris connaissance par la presse de la proposition concernant les centres ouverts de retour. L'entière responsabilité de cette proposition revient à mon collègue. Celle-ci n'a pas été examinée au sein du gouvernement. Je suis toutefois d'avis que nous devons tout mettre en œuvre pour encourager les retours volontaires, conjointement à une bonne exécution des retours forcés pour les personnes refusant de quitter de leur plein gré le territoire.

(En français) Toutefois, nous devons veiller à garantir un retour de qualité, dans la ligne de la directive européenne "retour".

La question de savoir qui devra accompagner cette phase finale et celle de savoir si cela doit relever d'un seul paquet de compétences devront être étudiées et décidées dans le cadre de la formation d'un gouvernement, il me semble.

Le **président**: C'est dans ce genre de situation que d'aucuns pourraient avoir la nostalgie d'un gouvernement un et indivisible.

06.04 Theo Francken (N-VA): Cela fait des semaines que je répète que la politique de retour ne tient pas la route. J'ai déposé avec quelques collègues une résolution qui demande la création d'une *task force* "Politique de retour". Il est hallucinant que le M. Wathelet formule, sans avoir organisé une concertation préalable, une suggestion dans un domaine qui ne ressortit pas à ses compétences. Je n'ai pas entendu M. Courard se prononcer sur le fond, si ce n'est pour dénoncer un manque de budget et de capacité d'accueil. Il ne me reste plus qu'à demander à M. De Crem s'il est prêt à ouvrir des casernes supplémentaires.

L'année dernière, 21 000 demandes d'asile ont été rejetées. Il y a eu 2 000 rapatriements forcés et 3 000 retours volontaires. Les autres demandeurs d'asile se sont probablement évanouis dans la clandestinité et espèrent toujours une régularisation. M. Wathelet a accordé des papiers à 25 000 illégaux. Les chances d'obtenir une régularisation sont douze fois supérieures au risque d'être renvoyé dans son pays. L'opinion publique rejette cette politique qui en réalité n'en est pas une. Le premier ministre doit résoudre ce problème dans les meilleurs délais, de manière à ce qu'un plus grand nombre de personnes puissent être renvoyées.

06.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Il est peu sérieux pour un secrétaire d'État de lancer des propositions sans avoir consulté ses collègues, *a fortiori* dans un dossier compliqué relatif à des situations délicates.

Il faut continuer à travailler sur la question du retour volontaire. Certains budgets proposaient des programmes efficaces en matière de retour. Il faut les développer et les proposer à un maximum de personnes.

En revanche, je ne peux souscrire au mélange des chiffres des expulsions et des retours volontaires. Travaillons donc sérieusement dans ce domaine; il le mérite.

Le **président**: Ici aussi, il faudra donc attendre la mise en place d'un gouvernement de plein exercice.

L'incident est clos.

07 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'évaluation critique de la politique par Fedasil" (n° 2447)

07.01 Theo Francken (N-VA): Dans le rapport publié en octobre 2009 par le point de contact belge du Réseau européen des migrations, on peut lire, entre autres, que le fait que Fedasil soit compétente pour les retours volontaires alors que l'Office des Étrangers l'est pour les retours forcés, ne simplifie pas la situation. Fedasil admet d'ailleurs elle-même que la coordination est complexe et que cela complique, dès lors, la politique de retour intégrée. Ces constats posés par l'administration anéantissent en réalité l'ensemble de la politique en la matière. Ceci explique peut-être pourquoi le contenu du rapport est divulgué seulement maintenant.

Le groupe cible pour le programme des retours volontaires relève de la "catégorie C", à savoir les immigrés qui n'ont pas demandé l'asile, qui sont à charge du gouvernement ou qui risquent de le devenir. Il me revient que beaucoup de clandestins, parmi lesquels de nombreux Brésiliens, travaillent en Belgique depuis plusieurs années alors qu'ils n'ont pas demandé l'asile. Lorsqu'ils veulent rentrer chez eux, ils déclarent être des clandestins et demandent à être expulsés. L'an dernier, 120 Brésiliens ont perçu un chèque de

950 euros de cette manière.

Le **président**: Le Règlement prévoit un minutage précis. Pourriez-vous en venir à votre question?

07.02 Theo Francken (N-VA): Qu'a entrepris le secrétaire d'État depuis la publication du rapport? S'est-il concerté avec le secrétaire d'État compétent pour les retours forcés? Un accord de coopération a-t-il vu le jour? Comment les interférences entre les retours forcés et volontaires sont-elles abordées? Ne serait-il pas de bon aloi qu'une seule excellence en soit responsable? Le groupe cible sera-t-il mieux défini et comment se fait-il que ces Brésiliens figurent dans la catégorie C? Comment éviter que la politique des retours devienne un facteur d'immigration? Comment s'organise la lutte contre les abus et fait-elle l'objet d'une nouvelle évaluation?

07.03 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le Réseau européen d'intégration est constitué de personnes de contact à l'échelon national dans les 27 États membres de l'Union. Sa mission se limite à l'échange d'informations. Le rapport dont il est question n'a pas l'ambition de fournir une évaluation mais bien un cadre d'observation de l'organisation du programme des retours volontaires en Belgique. Cette étude n'a par conséquent pas pour but de refléter les points de vue de Fedasil ou d'émettre des critiques abruptes à l'égard des responsables politiques. Il ne s'agit que d'observations et d'éléments de discussion à débattre entre les États membres. Il n'est donc nullement question de déclarations acerbes ou de jugements de valeur sur les choix politiques opérés.

Le programme concernant le retour volontaire existe depuis plus de 25 ans déjà et le soutien à la réintégration était au moment de l'étude encore assez récent. Par conséquent, il est tout à fait logique que des améliorations puissent y être apportées. Les propositions provenant du rapport ont d'ailleurs été reprises dans la planification stratégique de Fedasil. Une concertation entre Fedasil et l'Office des Étrangers est en cours afin de coordonner les retours volontaires et forcés. Des sessions d'information sont également organisées pour le personnel des ambassades et des consulats et une collaboration a été mise en place en ce qui concerne l'obtention des documents de voyage et l'organisation commune du retour. Le plus important est d'éviter les incohérences. La mise en place d'un bloc de compétences homogène pourrait certainement avoir un effet bénéfique.

Les travaux préparatoires à l'élaboration d'un arrêté royal relatif aux retours volontaires ont débuté, mais il ne sera pas dérogé à la définition qui est appliquée depuis 25 ans déjà et qui utilise les catégories A, B et C: demandeurs d'asile, demandeurs d'asile déboutés et immigrants en situation irrégulière qui n'ont jamais introduit de demande d'asile et qui risquent de devoir être pris en charge par les pouvoirs publics. Les Brésiliens en question appartiennent à la catégorie C. Au cours de la période 2008-2009, un certain nombre de mesures ont été prises afin de limiter l'accès à l'aide lors du retour vers des pays pour lesquels aucun problème ne se pose en matière d'accès à l'UE.

C'est ainsi que pour le rapatriement de Roms originaires de Bulgarie et Roumanie et pour les habitants des pays des Balkans qui ne sont plus soumis à l'obligation de visa tels que la Macédoine, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie et la Bosnie, l'aide est limitée au billet. Ensuite, des critères supplémentaires ont été introduits afin de limiter l'accès à l'aide à la réintégration pour les migrants en situation irrégulière. Pour pouvoir accéder à une aide supplémentaire, les demandeurs doivent pouvoir prouver qu'ils séjournent depuis au moins douze mois sur notre territoire. Le but est d'éviter que des gens établis dans des pays voisins ne viennent simplement chez nous pour bénéficier du programme de retour.

07.04 Theo Francken (N-VA): Il me semble quand même qu'il serait opportun de bien réfléchir à la catégorie C avant de fixer les termes définitifs de l'arrêté royal. Ces Brésiliens en situation illégale ne sont en effet pas à charge des pouvoirs publics, dès lors qu'ils ont travaillé en noir pendant des années dans le secteur de la construction. Loin de vouloir rester ici, ces gens ne songent qu'à retourner dans leur pays et peuvent payer leur billet d'avion eux-mêmes. Aux Pays-Bas, cette catégorie de personnes est désormais exclue du programme.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration

sociale, sur "les dépenses pour frais médicaux dans les centres d'accueil" (n° 2600)

08.01 Sarah Smeyers (N-VA): Les frais médicaux des demandeurs d'asile résidant dans les centres d'accueil ont fortement augmenté au cours des dernières années. Il existe toutefois une différence évidente entre les centres de Fedasil et les autres. L'augmentation des frais s'élève à 18 % dans les centres d'accueil de Fedasil, contre 30 % dans les autres centres d'accueil. Il s'agit des chiffres de 2008 et 2009.

Comment le secrétaire d'État explique-t-il cette différence? Des chiffres sont-ils déjà disponibles pour 2009 et 2010? Sont-ils répartis en fonction de la nature des frais médicaux? La différence est-elle due à la nature des soins médicaux ou à la répartition entre les différents centres? Dans tous les centres d'accueil de Fedasil on contrôle minutieusement si le recours au droit aux soins médicaux ne fait pas l'objet d'abus. Est-ce également le cas dans les autres centres d'accueil et dans les ILA?

08.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les frais médicaux pour les occupants des ILA sont directement remboursés par le SPF Intégration sociale et non par Fedasil.

Un élément peut expliquer les disparités sur ce plan: le taux d'occupation. Dans les centres d'accueil fédéraux, on constate une baisse d'environ 5 % alors qu'on observe une hausse de 7 % du côté de leurs partenaires. Qui plus est, les centres Fedasil ont dès le départ accueilli les demandeurs d'asile gravement malades mais ils n'ont plus été en mesure de les prendre en charge en raison de leur suroccupation. Ces malades graves ont alors été attribués de plus en plus aux partenaires de Fedasil. C'est une des raisons qui expliquent que les frais médicaux ont augmenté davantage chez ces partenaires que dans les centres Fedasil.

Il est exact que dans les centres fédéraux, l'on organise une surveillance étroite de tous les abus du droit aux soins médicaux. Dans les ILA, les occupants s'adressent à des médecins extérieurs munis d'un réquisitoire délivré par des assistants sociaux des ILA, lesquels n'ont toutefois aucune formation médicale.

Je ne dispose pas des informations qui permettraient de faire une comparaison avec 2009 et 2010.

08.03 Sarah Smeyers (N-VA): Je pense qu'une difficulté pourrait surgir en raison du fait que les demandeurs d'asile dans les ILA se tournent vers un médecin local avec un réquisitoire qui n'a pas été rédigé par une personne ayant une formation médicale. Par conséquent, l'on ne peut pas encore exclure que ce sont bien des abus qui sont à l'origine de la très forte hausse des frais médicaux.

Il serait peut-être judicieux d'apporter certains changements à ce système dans lequel les demandeurs d'asile malades sont orientés vers un médecin local.

Le **président**: J'espère que nous ne nous verrons pas contraints de recruter tout à coup une cohorte de médecins dans les CPAS...

L'incident est clos.

09 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la concertation avec les communes luxembourgeoises concernant l'ouverture de centres d'asile" (n° 2614)

09.01 Sarah Smeyers (N-VA): L'an passé, l'utilisation de la caserne de Bastogne pour l'accueil de demandeurs d'asile a soulevé une vague de protestations. Il est regrettable que le ministre n'ait dûment informé la population qu'à la suite de ce mouvement d'opposition. L'histoire se répète à présent dans la commune d'Herbeumont, dans la province du Luxembourg. Le ministre aurait même reçu des lettres de menaces.

Fedasil consacre un budget annuel de 40 000 euros à l'amélioration de l'adhésion de la population locale à ces projets. Peut-on encore parler d'une réelle répartition des demandeurs d'asile lorsqu'un projet prévoit l'implantation d'un centre pour 400 demandeurs d'asile dans une commune de 570 habitants? Un tel

déséquilibre ne justifie-t-il pas l'abandon de cette solution? Le ministre a-t-il déjà recherché une possibilité d'hébergement dans les communes voisines? Considère-t-il le centre d'accueil d'Herbeumont comme une solution provisoire? Le secrétaire d'État a-t-il cette fois informé au préalable l'administration et les habitants?

La présence d'un nombre aussi important de demandeurs d'asile ne risque-t-elle pas d'avoir des conséquences sur les statistiques de criminalité? Des mesures préventives sont-elles prises?

09.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le centre de transit d'Herbeumont est opérationnel depuis quelques semaines et s'inscrit dans les projets gouvernementaux d'extension de la capacité d'accueil. Il est vrai qu'il y a une disproportion entre la population hébergée dans le centre et la population locale, mais le renforcement du réseau d'accueil était urgent et j'ai pris mes responsabilités.

Herbeumont est un centre de transit provisoire créé pour un an. Les autorités communales ont été contactées, notamment par la Croix-Rouge, dès que le site a été pris en considération. J'ai personnellement informé le bourgmestre et ai participé à la soirée d'information organisée pour la population. L'ambiance y était tendue et émotionnelle. Un accord a finalement été signé entre la commune et mon administration. La situation sera évaluée d'ici quelques mois.

Je suis convaincu qu'à l'instar des autres centres d'accueil, la cohabitation ne pose aucun problème et les statistiques de la police corroborent ce constat. L'année dernière, 59 interventions policières ont été dénombrées dans les six communes où un centre d'accueil permanent a été créé.

Ceci indique – et je ne le soulignerai jamais assez – que la criminalité n'augmente pas dans les communes où un centre d'accueil est établi. Fedasil consacre pas moins de 40 000 euros par an au travail de quartier et à l'organisation d'activités de sensibilisation.

En 2010, les centres situés dans la province du Luxembourg ont conclu 123 accords de collaboration de longue durée avec des associations locales. Je suis sûr que par le biais d'un comité d'accompagnement à Herbeumont, nous réunirons avec autant de succès les forces dynamiques des communes et de l'équipe du centre.

09.03 Sarah Smeyers (N-VA): Je veux bien croire que les chiffres relatifs à la criminalité n'augmentent pas mais cette angoisse est ressentie au sein de la population. La cohabitation est peut-être possible mais l'adhésion n'y est plus. Le ministre assume sa responsabilité en veillant à ce que plus personne ne soit contraint de vivre dans la rue mais une autre responsabilité est de limiter l'afflux et je ne vois pas beaucoup d'évolution en la matière. Je sais que cette matière ne relève pas des compétences du secrétaire d'État mais il crée des places supplémentaires alors que la population n'y apporte plus son adhésion.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **Mme Carina Van Cauter à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'octroi d'une aide matérielle aux demandeurs d'asile qui ont un revenu professionnel" (n° 2604)**

- **Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la répétition de l'aide matérielle octroyée aux demandeurs d'asile bénéficiant de revenus professionnels liés à une activité de travailleur salarié" (n° 2636)**

10.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Dans l'arrêté royal du 2 février 2011 relatif à l'aide matérielle aux demandeurs d'asile, une distinction est établie entre, d'une part, les demandeurs d'asile ayant un contrat de travail durable ou un salaire net supérieur au revenu d'intégration et, d'autre part, les demandeurs d'asile qui travaillent occasionnellement. Les premiers doivent quitter la structure d'accueil et n'ont plus droit au soutien matériel. Les autres peuvent combiner une aide matérielle et le droit de gagner un salaire. Ils doivent rembourser une partie de l'aide matérielle.

Il est étonnant de constater que selon l'arrêté royal, la notion de "rémunération" n'est pas définie de manière univoque. Selon moi, l'article 2 de la loi concernant la protection de la rémunération indique pourtant

clairement ce qu'il faut entendre par "rémunération". Par ailleurs, je me pose des questions sur les mécanismes de contrôle et de sanction, ou plutôt sur leur absence dans l'arrêté royal.

De quelles possibilités les CPAS disposent-ils? Les demandeurs d'asile doivent faire une déclaration spontanée, mais quid s'ils ne le font pas? Comment sera-ce contrôlé? L'agence Fedasil peut-elle consulter une Banque Carrefour? Ne serait-il pas préférable d'obliger l'employeur à retenir directement la cotisation?

Certaines situations ne sont toujours pas réglées. Une personne reconnue comme réfugié a deux mois pour quitter la structure d'accueil. Au cours de ces deux mois, peut-elle bénéficier à la fois de revenus illimités et de l'aide matérielle? Qu'en est-il des personnes sous contrat d'apprentissage? Peuvent-elles bénéficier à la fois de revenus illimités et de l'aide matérielle? Ces cas sont-ils soumis à une réglementation?

Avant la publication de l'arrêté royal, j'ai reçu une décision de Fedasil concernant l'application de cet arrêté. N'est-il pas plus logique d'attendre l'arrêté royal avant de l'appliquer?

10.02 Nahima Lanjri (CD&V): L'arrêté royal ne prévoit pas de solution à tous les problèmes évoqués par les ILA anversoises.

Qu'advient-il des montants retenus sur le salaire par les initiatives d'accueil? Doivent-ils être transférés directement à Fedasil ou les ILA peuvent-elles les gérer elles-mêmes? Existe-t-il des directives relatives à l'affectation de ces moyens? Si les initiatives d'accueil peuvent les gérer elles-mêmes, les recettes des ILA situées dans des régions avec de nombreuses possibilités d'emploi risquent d'être plus élevées que dans les autres ILA.

Il n'est pas clair non plus de savoir comment les ILA devront affecter les montants qui avaient déjà été retenus avant la publication de l'arrêté royal. Ces montants diffèrent d'une ILA à l'autre. Comment faudra-t-il les affecter?

10.03 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La loi sur la protection du salaire donne une très large interprétation de la notion de "salaire" et l'arrêté royal a donc dû définir précisément les éléments à prendre en considération pour le paiement d'une contribution à l'aide matérielle. Fedasil assure la gestion et la centralisation de cette cotisation, tant pour les centres fédéraux que pour les partenaires en matière d'accueil.

En septembre 2010, dans l'attente de l'arrêté royal, Fedasil a dressé une liste de FAQ sur l'accès au marché du travail et le droit à l'aide matérielle. Tous les partenaires en matière d'accueil, ILA compris, ont reçu cette liste. Elle indique que, pour autant que les conditions fixées par l'arrêté royal soient remplies – un contrat stable et un revenu suffisant – la levée du code 207 était, dans certains cas, la seule option possible. Les structures d'accueil doivent informer les demandeurs d'asile sur la possibilité de travailler et sur les conséquences de ce choix. La structure d'accueil ne peut fixer aucune limite en matière d'accès à l'aide matérielle de base, comme l'argent de poche ou les repas.

Conformément à l'arrêté royal, pour un habitant qui bénéficie d'un revenu professionnel deux mesures sont possibles: une contribution à l'aide matérielle ou une suppression du lieu obligatoire d'inscription.

Les informations relatives à la situation professionnelle du demandeur d'asile sont envoyées à Fedasil au moyen d'un formulaire type. Après examen du contrat, du salaire et de la situation familiale, il est éventuellement procédé à une facturation de la contribution ou à une suppression du lieu obligatoire d'inscription.

Le demandeur d'asile est tenu d'informer lui-même le CPAS à propos de ses revenus professionnels. Le CPAS doit communiquer ces informations à l'agence et peut vérifier par le biais de la Banque Carrefour si les occupants d'une ILA disposent de revenus. Seule l'agence a le droit de recouvrer la contribution. Toutefois, le CPAS peut infliger une sanction si le demandeur d'asile dissimule délibérément des informations.

Lorsqu'un demandeur d'asile qui travaille refuse de payer la contribution, ce fait ne peut pas être compensé par une privation d'argent de poche ni par la suppression du lieu obligatoire d'inscription, parce que ces sanctions ne sont pas énumérées dans la loi sur l'accueil. L'agence peut seulement demander la contribution

avec les intérêts. La suppression du lieu obligatoire d'inscription peut intervenir sur la base des informations reçues par Fedasil, sans l'accord du demandeur d'asile. Dans ce cas, celui-ci doit quitter la structure d'accueil et chercher lui-même un logement.

Cet arrêté royal ne concerne ni les demandeurs d'asile qui fréquentent l'enseignement à temps partiel, ni les réfugiés reconnus, car ces personnes ne doivent pas être titulaires d'un permis de travail C. Fedasil n'a réclamé aucune cotisation aux demandeurs d'asile actifs avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal, mais a déjà entamé la procédure de suppression du lieu obligatoire d'inscription. Fedasil rédige actuellement les instructions.

10.04 Carina Van Cauter (Open Vld): Il est inexact que notre droit social ne définit pas précisément la notion de "salaire". Je déplore que le secrétaire d'État sape un bon travail législatif, mais je n'ai aucun problème à ce que l'arrêté royal définisse précisément ce qui est considéré comme "salaire".

Le cumul emploi et accueil matériel pourrait subsister dans certains cas. Comment facturer une aide matérielle? Les moyens légaux et la loi sur la protection du salaire concernent également les demandeurs d'asile. Fedasil peut-elle adresser une facture pour aide matérielle à un demandeur d'asile employé à temps partiel ou sur la base d'un contrat de travail temporaire?

Nul ne sait précisément quand le demandeur d'asile recevra cette facture. Ce procédé nécessite de nombreuses démarches administratives. De plus, il est déplorable que le montant des factures en souffrance ne puisse être récupéré par le biais de l'argent de poche.

Le secrétaire d'État confirme donc bien que l'accueil matériel peut être suspendu lorsqu'un demandeur d'asile ne fournit pas d'informations correctes sur son travail?

10.05 Nahima Lanjri (CD&V): J'espère également qu'il ne faudra pas patienter durant plusieurs mois avant que Fedasil envoie les factures à des demandeurs d'asile qui auront peut-être, dans l'intervalle, quitté le centre.

Le demandeur d'asile qui ne paie pas se voit imposer des intérêts. Cette pratique ne peut évidemment durer à l'infini. J'estime qu'un demandeur d'asile qui refuse à deux reprises de payer doit être exclu du centre et que les frais doivent être récupérés.

Je n'ai obtenu aucune réponse à ma question de savoir ce que les ILA doivent faire des montants qu'elles ont encaissés avant la publication de l'arrêté royal. Je visais, en particulier, les demandeurs d'asile qui travaillent occasionnellement.

10.06 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Une directive sera édictée sous peu.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la reconnaissance de nouvelles initiatives d'accueil des demandeurs d'asile" (n° 2637)

11.01 Nahima Lanjri (CD&V): À la fin de l'an passé, le gouvernement a décidé de créer des places d'accueil supplémentaires, tant chez Fedasil que dans les structures d'accueil partenaires et les domaines militaires. Divers CPAS veulent apporter leur collaboration et créer ou élargir une ILA. À leur grand étonnement, beaucoup constatent que Fedasil tarde à réagir.

Combien de demandes ont été déposées par les CPAS auprès de Fedasil? Combien de CPAS ont-ils déjà obtenu un agrément? Combien d'initiatives ont déjà démarré et combien de nouvelles initiatives ont été lancées? Pourquoi Fedasil tarde-t-elle à reconnaître les ILA? Combien de places d'accueil ont-elles été créées dans l'intervalle auprès des autres partenaires d'accueil? Combien sont utilisées? Quelle est la situation en ce qui concerne les places d'accueil exploitées par la Croix-Rouge au sein de la Défense? Combien de places sont-elles disponibles? Reste-t-il des places libres? Combien de places supplémentaires

ont finalement été créées et utilisées dans les centres fédéraux?

Le **président**: Cette question est quasiment identique à la question n° 2349 posée à l'instant par Mme Becq.

11.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Jusqu'au 11 février, les CPAS ont proposé au total 784 nouvelles places d'accueil. Sur ce total, quelque 195 places sont déjà opérationnelles. Lorsque de nouvelles places sont proposées, il y a toujours une visite sur place, un calendrier des travaux éventuels et le recrutement de personnel. La majeure partie des places sera opérationnelle au cours du premier semestre 2011. En ce qui concerne les élargissements et les ouvertures de structures d'accueil auprès des organisations partenaires, sur les 3 451 nouvelles places prévues, quelque 2 081 étaient déjà occupées début février.

Il s'agit des centres de transit de la Croix-Rouge, des places créées par le Samu social à Bruxelles, des centres d'accueil de Knesselare, Jette et Herbeumont et des élargissements dans les centres d'accueil existants. En ce qui concerne les cinq centres de transit de la Croix-Rouge, 1 629 places sont déjà opérationnelles et les places restantes sont systématiquement complétées. Le centre fédéral de Borzée a été ouvert en décembre. Il compte 250 places, dont 140 sont déjà opérationnelles. Parallèlement à ce centre, quelque 60 places supplémentaires ont été créées pour les mineurs non accompagnés dans les centres existants.

11.03 Nahima Lanjri (CD&V): Je veux simplement insister sur la nécessité de faire diligence parce que les CPAS ont libéré des bâtiments, dans l'intervalle disponibles depuis le 1^{er} décembre ou le 1^{er} janvier et qu'ils ont consenti des coûts à cet effet et recruté du personnel.

L'incident est clos.

12 Question de M. Hans Bonte au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les chiffres les plus récents du baromètre interfédéral de la pauvreté" (n° 2673)

12.01 Hans Bonte (sp.a): Le baromètre interfédéral de la pauvreté est un instrument important dans la lutte contre la pauvreté. Les données les plus récentes sont tout bonnement révoltantes. Pour l'ensemble des prestations sociales, le montant se situe à peine au-dessus de la moitié de la limite du seuil de pauvreté. Toutefois, le gouvernement affirme qu'il a défini les bonnes priorités.

De quelles priorités et initiatives s'agit-il concrètement? Après l'année européenne contre la pauvreté et la présidence européenne de la Belgique, nous devons faire face dans notre pays à des problèmes fondamentaux en la matière.

Pourquoi a-t-on omis, par exemple, d'instaurer le revenu minimal nécessaire également en Belgique au lieu de plaider uniquement en sa faveur au niveau européen?

Le baromètre interfédéral de la pauvreté indique que le revenu d'intégration des personnes isolées s'élève à 74 % du seuil de pauvreté et pour un couple avec deux enfants à 64 %!

Comment le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration évolue-t-il? Le secrétaire d'État a-t-il une idée des allocations complémentaires versées par les CPAS? Quelles mesures sont-elles effectivement prises sur le terrain pour améliorer la situation dramatique des bénéficiaires du revenu d'intégration en leur accordant des allocations complémentaires?

12.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): En tant que secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, je suis chargé de la coordination du Plan fédéral de lutte contre la pauvreté que le gouvernement a approuvé le 4 juillet 2008, soit avant la crise financière. Six objectifs concrets – les revenus, la santé, l'intégration et le bien-être social, le logement, l'énergie et l'accessibilité des services publics – s'y trouvent présentés et traduits en 59 propositions concrètes.

Soutenir le pouvoir d'achat des personnes vivant dans la pauvreté est une priorité. Ce soutien se traduit entre

autres par la majoration des prestations sociales les plus basses.

Le plan est la preuve que le gouvernement fédéral a bel et bien anticipé. Nous avons notamment pris des décisions complémentaires visant à soutenir le pouvoir d'achat: majoration de la garantie de revenus aux personnes âgées, hausse progressive du revenu d'intégration et des prestations sociales assimilées, et augmentation des pensions minimales des travailleurs.

Le plan reflète clairement l'intérêt croissant des autorités fédérales pour la lutte contre la pauvreté et il reconnaît par ailleurs le caractère inclusif de la politique de lutte contre la pauvreté.

L'augmentation des revenus de remplacement reste un défi pour l'avenir. Il est indispensable que les efforts de revalorisation des revenus les plus faibles soient poursuivis et qu'ils occupent une place centrale dans le volet socioéconomique des négociations en vue de la formation du prochain gouvernement.

En 2008, la Commission européenne a approuvé une communication sur l'inclusion active des personnes exclues du marché du travail. La Belgique a choisi de faire du salaire minimum l'une des priorités de l'agenda social européen. À mon étonnement, en juillet 2010, les États membres se sont toutefois montrés très réticents à l'idée de coopérer au niveau européen dans ce domaine.

L'idée de mettre au point des normes juridiques européennes obligatoires a donc été abandonnée. Toutefois, la présidence belge a poursuivi les travaux sur ce thème, notamment en organisant une "peer review" sur les budgets de référence.

Les résultats de cet examen et d'autres initiatives devraient mener à ouvrir le débat sur le salaire minimum suffisant, tant à l'échelon européen qu'au niveau belge. Des chiffres récents sur le nombre d'ayants droit au revenu d'intégration sociale sont consultables sur le site web www.mi-is.be. En 2010, la moyenne mensuelle du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration s'élevait à 94 000. Environ 40 % d'entre eux percevaient un revenu d'intégration partiel.

12.03 Hans Bonte (sp.a): Je prends acte de l'engagement que le prochain gouvernement se montrera plus ambitieux en abordant un certain nombre de questions cruciales comme les ratios de remplacement de la sécurité sociale et les minima, en particulier.

Il m'apparaît comme essentiel de savoir dans quelle mesure les CPAS peuvent accorder une aide supplémentaire en plus du revenu d'intégration. Le revenu d'intégration est notamment en deçà du seuil de pauvreté. Se contenter de verser un revenu d'intégration est la garantie de maintenir la personne dans la pauvreté.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 12 h 12.

De vergadering wordt geopend om 10.06 uur en voorgezeten door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers.

De **voorzitter**: De vragen nr. 1358 van mevrouw Jadin en nr. 1814 van mevrouw Galant worden omgezet in schriftelijke vragen.

01 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de gevolgen voor de OCMW's van de categorisering van de werklozen" (nr. 2156)

01.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): De kansarmsten, die al geneigd zijn om voortijdig af te haken, worden uitgesloten van het activeringsplan voor werklozen.

Om dat probleem te verhelpen, stelde mevrouw Milquet in maart 2010 een variabel doelgroepensysteem voor, dat niet volledig overeenstemt met het systeem dat de heer Antoine op het niveau van het Waals

Gewest wil invoeren.

Sommige Waalse OCMW's zijn bezorgd over het plan van minister Antoine om bepaalde categorieën werklozen die bij de Forem ingeschreven staan, over te hevelen naar externe actoren, waaronder de OCMW's, die nu al overbelast zijn.

Weet u om welke categorieën het gaat? Welke personen zouden naar de OCMW's kunnen worden overgeheveld? Heeft het uitsluitingsbeleid ertoe geleid dat veel van die werklozen bij de OCMW's aanklopten? Beschikt u over cijfers voor de tweede helft van 2010?

01.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): Aangezien de begeleiding van de werkzoekenden een gewestbevoegdheid is, kan de federale overheid zich hier niet over uitspreken. Ik werd niet geraadpleegd.

De RVA is de enige instantie die cijfers kan verstrekken over het aantal tijdelijk of definitief uitgesloten personen of het aantal personen dat geen recht meer heeft op een uitkering omdat de uitkeringsperiode verstreken is. Niet alle uitgesloten werklozen of werklozen wier uitkeringsperiode verstreken is, worden OCMW-steuntrekkers.

De recentste gegevens zijn de analyses die gemaakt werden op grond van gegevens uit het Datawarehouse Arbeidsmarkt en Sociale Bescherming van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (KSZ) uit 2007. Uit die studie komt naar voren dat gemiddeld 11 procent van de gesanctioneerde personen naar het OCMW stapt om steun te vragen nadat de sanctie werd opgelegd. De gesanctioneerde werklozen vormen ongeveer 2,5 procent van alle OCMW-steuntrekkers. Hoe langer de sanctieperiode, hoe groter de kans dat er een beroep wordt gedaan op het OCMW gedurende die periode.

Een en ander verzwaaert natuurlijk de financiële last voor het OCMW, dat echter wel een traject op maat van de betrokkenen kan uitstippelen.

De betrouwbare cijfers voor 2010 uit het Datawarehouse Arbeidsmarkt en Sociale Bescherming van de KSZ zullen pas eind 2011 of begin 2012 bekend zijn.

01.03 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Als de wil bestond om bepaalde categorieën door de OCMW's te laten begeleiden, zoals sommige documenten doen vermoeden, zou deze materie ook een federale bevoegdheid zijn. Volgens u is er echter geen overleg geweest.

De OCMW's hebben reeds de handen vol met de categorieën waarvoor ze de verantwoordelijkheid dragen. De overige personen moeten ten laste worden genomen in het kader van de federale solidariteit – via de werkloosheidsregeling – en moeten op gewestelijk niveau worden begeleid, ook al zijn er gespecialiseerde actoren nodig om die zwakkere bevolkingsgroepen bij te staan.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de aanwending door de OCMW's van de specifieke federale subsidie voor kansarme kinderen in de context van betalende schoolactiviteiten" (nr. 2185)**

02.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Vorig jaar werd er in het kader van het Europees Jaar van de bestrijding van de armoede een fonds ter bestrijding van kinderarmoede opgericht.

In tal van scholen – ook in gemeentescholen – moeten de ouders aanzienlijke bedragen neertellen voor verplichte schoolreizen – soms meer dan 500 euro voor een week. Dit is erg aanstootgevend, temeer daar sommige ouders die moeten rondkomen met een laag loon of vervangingsinkomens, toch willen dat hun kinderen aan een schoolactiviteit deelnemen, en zich dan noodgedwongen moeten wenden tot het OCMW, dat die kosten geheel of gedeeltelijk moet dragen.

Heeft u kennis van dergelijke aanvragen bij de OCMW's en welk deel van de subsidies gaat daar naartoe?

Heeft u de OCMW's richtlijnen gegeven opdat ze kansarme kinderen in het kader van die subsidieregeling niet ongelijk zouden behandelen?

02.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): De OCMW's in de drie Gewesten moeten regelmatig een deel van de kosten van schoolreizen voor hun rekening nemen in het kader van de subsidies die worden toegekend ter bevordering van de maatschappelijke participatie en de culturele en sportieve ontplooiing van de gebruikers van de dienstverlening van de OCMW's. Voor 2010 en 2011 heeft de regering een aanvullend budget van 4,2 miljoen euro uitgetrokken ter bestrijding van kinderarmoede. De eerste activiteitenverslagen zullen pas in maart 2011 beschikbaar zijn.

Het begrip gebruiker van de dienstverlening moet in het kader van deze subsidie in de ruime zin van het woord worden begrepen. Het OCMW oordeelt zelf of het nodig is om financieel bij te springen en bepaalt zelf welke kosten het aan de betrokkenen terugbetaalt. Het kan gaan om een volledige of een gedeeltelijke terugbetaling. Er werd een omzendbrief opgesteld teneinde de OCMW's te helpen bij de toepassing van de maatregel met betrekking tot kinderarmoede. Er is eveneens een handboek beschikbaar op de website van de POD Maatschappelijke Integratie met de toegekende steunmaatregelen en de kosten.

Wij zijn van plan te onderzoeken hoe de OCMW's het best omgaan met de beschikbare middelen voor maatschappelijke en culturele participatie. Er zal bijzondere aandacht worden besteed aan het fonds ter bestrijding van kinderarmoede. Dit verslag zal met de OCMW's worden besproken, opdat zij hun financiële middelen beter zouden aanwenden.

02.03 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Iedereen kon zich vinden in de doelstelling van de bestrijding van kinderarmoede. In de praktijk gebruiken sommige OCMW's dat budget echter om activiteiten te subsidiëren die door de gemeente al worden georganiseerd. Ik zou tevreden zijn als uit het onderzoek blijkt op welke manier de armoede echt kan worden verminderd.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Hans Bonte.

03 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Stefaan Vercamer** aan de staatssecretaris voor **Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding**, toegevoegd aan de minister van **Sociale Zaken en Volksgezondheid**, belast met **Maatschappelijke Integratie**, over "een studie over de rechthebbenden van het leefloon" (nr. 2474)
- de heer **Wouter De Vriendt** aan de staatssecretaris voor **Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding**, toegevoegd aan de minister van **Sociale Zaken en Volksgezondheid**, belast met **Maatschappelijke Integratie**, over "de resultaten van een onderzoek over het leefloon" (nr. 2511)

De **voorzitter**: De heer Vercamer is verontschuldigd en zal zijn vraag nr. 2474 dus niet stellen.

03.01 **Wouter De Vriendt** (*Ecolo-Groen!*): Een recent onderzoek heeft uitgewezen dat 56 tot 57 procent van de rechthebbenden het leefloon niet krijgen, ofwel omdat ze geen aanvraag indienen, ofwel omdat ze onterecht worden geweigerd; 24 procent van diegenen die een leefloon krijgen, blijken daar dan weer geen recht op te hebben.

Heeft de staatssecretaris weet van andere onderzoeken in diezelfde lijn? Is hij op de hoogte van deze problemen? Welke maatregelen werden ter zake genomen voor en ook sinds zijn aantreden? Acht hij het advies van het rapport om door een automatisering de logica van de verkrijging van een leefloon om te keren, opportuun? Het OCMW van Gent heeft onlangs ook een sociale fraudecel opgericht en een nieuw handhavingbeleid uitgewerkt. Wat denkt hij daarover?

03.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): De studie in kwestie concludeert dat tussen 57 en 77 procent van de potentiële rechthebbenden geen beroep doet op het leefloon en dat 24 procent van de leefloontrekkers er geen recht op heeft. Bovendien wordt de discretionaire bevoegdheid van de OCMW's bevestigd.

Maar de onderzoekers relativeren de resultaten zelf door te benadrukken dat hun steekproef niet representatief is. Daarom vragen ze ook om hun gegevens slechts te gebruiken als indicatoren.

In 2007 werd via het onderzoeksprogramma Agora, gecoördineerd door de POD Wetenschapsbeleid, de studie *Leven (z)onder leefloon* uitgevoerd door HIVA-KUL en FOPES-UCL. Daarin werd onderzocht of en in welke mate er sprake is van een gebrek aan bescherming binnen de wet op het recht op maatschappelijke integratie.

Men stelde vast dat in de periode 1993-1995 in België 9,70 procent van de bevolking ooit voor kortere of langere tijd moest rondkomen met minder dan het bestaansminimum, zonder dat beroep werd gedaan op een vorm van gewaarborgd minimuminkomen. De Agorastudie concludeerde onder andere dat, eens men een leefloon trekt, de kans groot is dat dit ook langere tijd zo blijft. Zelfstandigen, hoger opgeleiden, vrouwen, 80-plussers, gezinnen met tienerkinderen, mensen in Vlaanderen, persoonshuishoudens en personen uit het platteland lopen een groter risico op onderbescherming. Wie een slechte gezondheid heeft of zonder werk zit, heeft een lagere kans op non-take-up.

Het hulpverlenende sociale netwerk moet werken met een lage drempel. Afhoudingen op het leefloon kunnen aanleiding geven tot onderbescherming. Volgens de internationale literatuur liggen een aantal factoren aan de basis van de non-take-up, met drempels als gepercipieerde behoeften, basiskennis, gepercipieerd recht, gepercipieerd nut, stabiliteit van de situatie, houding ten opzichte van de ontvangst van uitkeringen, de aanvraagprocedure en de sociale resultaten van de ontvangst van die uitkeringen.

Andere drempels zijn: een te kleine steun, de stigmatisering, een gebrek aan correcte informatie, de hoge toekenningsvoorwaarden en een aantal andere factoren, die allemaal bovendien nog eens een multiplicatoreffect hebben.

Om de non-take-up tegen te gaan, werd een informatiecampagne georganiseerd ten behoeve van de OCMW's. Sinds de aansluiting in 2006 van de OCMW's bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid kan men nu ook proactief optreden door het kruisen van gegevens. Er wordt ook een multifunctioneel attest uitgereikt, waarbij een begunstigde van een leefloon of maatschappelijke hulp automatisch de verhoogde kinderbijslag en de verhoogde tegemoetkoming in de ziekteverzekering geniet.

In het federale plan Armoedebestrijding werd de doelstelling om het Omniostatuuat automatisch toe te kennen, opgenomen en worden sommige rechten automatisch toegekend via de uitwisseling van gegevens tussen instellingen van sociale zekerheid en andere instellingen die sociale tarieven of andere afgeleide rechten verlenen.

Ook is bepaald dat de RVA-facilitatoren de mogelijkheid krijgen om een opleiding te volgen, specifiek gericht op het begeleiden van personen in armoede. De non-take-up gaat vaak gepaard met onjuiste administratieve bestanden en de OCMW's nemen allerhande emancipatorische en informatieve initiatieven om hieraan te verhelpen. Ook worden ervaringsdeskundigen in armoede en sociale uitsluiting geïntegreerd bij de federale overheid en benaderen OCMW's proactief potentiële klanten bij de toekenning van premies uit het sociaal stookoliefonds. De POD Maatschappelijke Integratie stimuleert de OCMW's om potentiële klanten te screenen om aldus hun mogelijke rechten te kennen. Ten slotte wijzen OCMW's systematisch een referentieadres aan en subsidiëren ze nood- en transitwoningen. In het Crystalprogramma van de POD Maatschappelijke Integratie wordt een project uitgewerkt om na te gaan welke rechten een klant van het OCMW kan doen gelden.

De leefloonwet biedt een algemeen kader, het sociaal onderzoek is een lokale bevoegdheid. Het leefloon is geen onvoorwaardelijke steun en integratie in de samenleving is een mensenrecht. Het leefloon is daartoe

niet louter een vangnet, maar een springplank.

Een OCMW mag lokaal beslissen hoe men vorm geeft aan de werking. Men mag uiteraard niet onterecht een leefloon toekennen, vermits dit de vereiste solidariteit in het gedrang brengt.

03.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De onderzoekers geven zelf aan dat de studie een bepaalde problematiek illustreert. Bovendien zijn er cijfers in te vinden – ook al hebben die dan betrekking op 2005 – die men niet terugvindt in andere studies. Het is belangrijk voor de diensten van de staatssecretaris dat ze een zicht krijgen op het probleem van de non-take-up. De studie wijst ook op het belang van automatisering.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "bijkomende opvang voor vluchtelingen door OCMW's" (nr. 2349)

04.01 Sonja Becq (CD&V): De OCMW's springen, op verzoek van de staatssecretaris, bij in de bijkomende opvang van vluchtelingen. Een bepaald OCMW meldde me dat zijn akkoord eind november om effectief plaatsen voor vluchtelingen open te stellen, vooralsnog onbeantwoord is gebleven.

Hoeveel tijdelijke en hoeveel permanente plaatsen hebben de OCMW's sinds 13 oktober aangeboden? Hoeveel daarvan zijn momenteel effectief in gebruik? Wat heeft de staatssecretaris concreet uitgevoerd om die plaatsen effectief in te vullen? Hoeveel mensen zijn er overgebracht, bijvoorbeeld vanuit hotels? Hoeveel van die plaatsen heeft Fedasil al bezocht?

Hoeveel tijd verstrijkt er gemiddeld tussen de aanvraag van een OCMW en de effectieve ingebruikname van de plaats?

04.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Sinds de oproep van 13 oktober 2010 tot 11 februari 2011 werden 784 plaatsen aangevraagd, verspreid over 131 gemeenten. Het gaat hier om 493 plaatsen in Vlaanderen, 287 plaatsen in Wallonië en 5 plaatsen in Brussel. De overeenkomsten hiervoor worden afgesloten voor een periode van 2 jaar.

Van de 784 plaatsen werden er al 55 procent bezocht en goedgekeurd. Daarvan zijn 195 opvangplaatsen al effectief in gebruik. De andere plaatsen worden zo snel mogelijk bezocht, maar de regionale coördinatoren van Fedasil worden al zwaar belast.

De gemiddelde tijdsduur tussen de aanvraag van een OCMW en de effectieve beschikbaarheid van een plaats in een lokaal opvanginitiatief (LOI) is zeer moeilijk te bepalen. Dit hangt van erg veel factoren af, zoals bijvoorbeeld de staat van de woning. De procedure zelf is niet bijzonder lang, want sommige plaatsen worden binnen de week opgesteld.

Fedasil kan alleen sneller werken als het meer personeel heeft. Binnenkort komen er twee administratieve krachten bij en er wordt bekeken hoe het werk via interne verschuivingen beter kan worden opgevangen.

04.03 Sonja Becq (CD&V): De snelle openstelling van plaatsen moet een prioriteit zijn. De minimumtermijn is heel kort, maar ik vrees dat de maximumtermijn alarmerend lang is. De staat van de aangeboden woning kan een probleem zijn, maar ik denk dat personeelsgebrek misschien nog een groter probleem is. Ik wil de medewerkers van Fedasil niet bekritisieren, maar het is de taak van de minister om ervoor te zorgen dat Fedasil efficiënt kan werken door meer personeel of door een reorganisatie.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de situatie met betrekking tot de opvang van asielzoekers" (nr. 2548)

05.01 Rita De Bont (VB): De regering is eind vorig jaar op zoek gegaan naar bijkomende opvangplaatsen, onder meer om hotelkosten en dwangsommen te vermijden.

Hoeveel personen verbleven er op 1 december 2010 en 31 januari 2011 in de door Fedasil en zijn partners beheerde opvangstructuren? Hoeveel tijdelijke of permanente plaatsen werden daar bovenop ingericht? Wat is het statuut van de personen die hierin op 1 december 2010 en 31 januari 2011 verbleven? Hoeveel opvanggerechtigden verbleven er op 1 december 2010 en 31 januari 2011 nog in door Fedasil gehuurde hotelkamers? Hoeveel bedragen werden er in december 2010 en januari 2011 nog betaald als dwangsom? Hoeveel rechtsgedingen zijn nog hangende wegens niet-toewijzing? Hoeveel asielzoekers kregen tussen 1 december 2010 en 1 februari 2011 geen verplichte plaats van inschrijving toegewezen wegens plaatsgebrek in de opvangstructuren? Aan hoeveel asielzoekers kenden de OCMW's op 1 december 2010 en 1 februari 2011 maatschappelijke dienstverlening toe in de vorm van financiële steun?

Hoeveel van de aan asielzoekers verleende financiële steun heeft de Staat in 2010 terugbetaald aan de OCMW's?

De staatssecretaris mag mij al deze cijfers op papier bezorgen. Ik wil eigenlijk weten of de crisis opgelost is. Zijn we bijvoorbeeld voorbereid op de gebeurtenissen in Noord-Afrika?

De **voorzitter**: Dit is nu echt eens een typevoorbeeld van een schriftelijke vraag. Er wordt alleen naar cijfermateriaal gevraagd.

05.02 Rita De Bont (VB): Dat weet ik wel, maar via die weg krijgen we nauwelijks antwoorden.

De **voorzitter**: Ik stel voor dat de staatssecretaris de cijfers schriftelijk geeft en zich in zijn antwoord hier beperkt tot het algemeen beleid.

05.03 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Ik zal mevrouw De Bont een tabel met de nodige cijfers overhandigen.

Voor de rest is de situatie nu stabiel. Er zijn geen nieuwe toewijzingen meer. Ik heb natuurlijk geen glazen bol. Ik kan de instroom voor de volgende dagen niet inschatten.

05.04 Rita De Bont (VB): Is er een permanente opvang of is het aantal asielzoekers in de opvangstructuren vandaag dermate afgenomen dat er geen nood meer is aan die tijdelijke, bijkomende opvangplaatsen? Is het totale aantal asielzoekers dat moet worden ondergebracht in de asielcentra op die twee maanden tijd afgenomen?

05.05 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Ik heb nu genoeg plaats, maar niet voor de toekomst. Ik heb nu bijvoorbeeld plaatsen voor een jaar in de kazerne van Bastenaken. Voor de volgende jaren moeten wij andere plaatsen zoeken. Ik heb geen middelen meer om nieuwe opvangplaatsen te creëren.

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de terugkeerplannen van zijn collega Wathelet" (nr. 2446)
- mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de open terugkeercentra" (nr. 2562)

06.01 Theo Francken (N-VA): Enkele weken geleden kondigde staatssecretaris Wathelet aan dat hij een voorstander is van open centra voor uitgeprocedeerde asielzoekers die vrijwillig willen terugkeren. Hij is hiervoor echter niet bevoegd. Hij gaf wel toe dat hij niet overlegd had met zijn wel bevoegde collega. Er zou hierover ook een discussie ontstaan zijn tussen de DVZ en Fedasil en er werd overleg gepleegd op het

kabinet van de eerste minister.

Hoe reageert staatssecretaris Courard op de suggestie van zijn collega? Werd diens idee binnen de regering besproken? Is staatssecretaris Courard bereid om een of meerdere centra voor te behouden voor asielzoekers die vrijwillig willen vertrekken? Is zulks budgettair haalbaar? Is hij bereid om de specifieke bevoegdheid over vrijwillige terugkeer af te staan aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie?

06.02 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid Wathelet heeft voorgesteld open terugkeercentra op te richten, terwijl u bevoegd is voor de vrijwillige terugkeer.

Hoe staat u tegenover die begeleiding? Sluit u zich aan bij het voorstel van de staatssecretaris? Hoe zullen die centra in uw bevoegdheid met betrekking tot de vrijwillige terugkeer worden ingepast?

Afgewezen personen moet men uiteraard steeds de gepaste begeleiding aanbieden, zoals een vrijwillige terugkeer die goed wordt voorbereid in samenwerking met de betrokkenen. Maar als de Dienst Vreemdelingenzaken deze open terugkeercentra beheert, zal men dan niet de voorkeur geven aan de gedwongen verwijdering boven de vrijwillige terugkeer? Strookt dit voorstel wel met het protocolakkoord dat op 17 september 2010 tussen de Dienst Vreemdelingenzaken en Fedasil werd gesloten? Hoe staat het met de toepassing van dit protocol en welke resultaten heeft men ter zake al geboekt?

06.03 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Ook ik heb dat voorstel inzake open terugkeercentra via de pers vernomen. Het voorstel is volledig de verantwoordelijkheid van mijn collega en het werd niet besproken in de regering. Ik deel wel de mening dat we alles in het werk moeten stellen om de vrijwillige terugkeer aan te moedigen, gekoppeld aan een goede uitvoering van de gedwongen terugkeer voor wie op de vrijwillige terugkeer niet wil ingaan.

(*Frans*) We moeten er in elk geval voor zorgen dat de terugkeer in optimale omstandigheden kan gebeuren, in overeenstemming met de Europese terugkeerrichtlijn.

Over de vraag wie die eindfase in goede banen zal leiden en of dat tot een enkel bevoegdheidspakket moet behoren, moet er mijns inziens worden nagedacht en een beslissing worden genomen in het kader van een regeringsvorming.

De **voorzitter**: Een mens zou heimwee krijgen naar een regering die een en ondeelbaar is.

06.04 **Theo Francken** (N-VA): Al weken zeg ik dat het terugkeerbeleid nergens op lijkt. Samen met een aantal collega's heb ik een resolutie ingediend waarin wij vragen een taskforce Terugkeerbeleid op te richten. Het is hallucinant dat staatssecretaris Wathelet een idee voorstelt dat niet tot zijn bevoegdheid behoort en waarover niet werd overlegd. Ik heb van staatssecretaris Courard geen inhoudelijk standpunt vernomen, behalve dat hij onvoldoende budget en opvangcapaciteit heeft. Ik zal aan minister De Crem dan maar vragen of hij extra kazernes wil openstellen.

Vorig jaar werden 21.000 asielaanvragen afgewezen. Er waren 2.000 gedwongen repatriaties en 3.000 mensen keerden vrijwillig terug. De anderen zijn waarschijnlijk ondergedoken en hopen alsnog geregulariseerd te worden. Staatssecretaris Wathelet heeft aan 25.000 illegalen papieren gegeven. De kans om geregulariseerd te worden is twaalf keer groter dan om teruggestuurd te worden. De publieke opinie keert zich tegen dit beleid, dat in feite geen beleid is. De premier moet dit zo snel mogelijk oplossen, zodat er opnieuw meer mensen worden teruggestuurd.

06.05 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Dat een staatssecretaris voorstellen doet zonder met zijn collega's te overleggen, a fortiori in een ingewikkeld dossier dat betrekking heeft op delicate situaties, getuigt van enige lichtzinnigheid.

We moeten blijven werken aan een oplossing voor de vrijwillige terugkeer. In het kader van sommige begrotingen werden doeltreffende terugkeerprogramma's uitgewerkt. Ze moeten verder worden ontwikkeld

en aan zoveel mogelijk personen worden voorgesteld.

Waar ik me echter niet kan in vinden, is dat de cijfers met betrekking tot de uitwijzingen en de vrijwillige terugkeer naar believen door elkaar worden gehaspeld. Laat ons ernstig werk leveren met betrekking tot deze problematiek, want ze verdient een ernstige aanpak.

De **voorzitter**: Blijkbaar moeten wij ook wat dat betreft wachten op een volwaardige regering.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de kritische beleidsevaluatie door Fedasil" (nr. 2447)

07.01 Theo Francken (N-VA): Het rapport van het Belgisch contactpunt van het Europees Migratienetwerk van oktober 2009 stipuleert onder meer dat het feit dat Fedasil bevoegd is voor de vrijwillige terugkeer en de Dienst Vreemdelingenzaken voor de gedwongen terugkeer, de zaken niet vergemakkelijkt. Fedasil geeft overigens zelf toe dat de coördinatie moeilijk is en daardoor ook het geïntegreerd terugkeerbeleid. Met die vaststellingen van de administratie wordt eigenlijk het hele beleid onderuit gehaald. Wellicht is dat de reden waarom de inhoud van het rapport pas nu bekend geraakt.

De doelgroep die in aanmerking komt voor het programma van vrijwillige terugkeer is de zogenaamde categorie C: migranten die geen asiel hebben aangevraagd en die ten laste vallen van de Belgische overheid of dreigen dat te doen. Naar verluidt werken vele illegalen, waaronder een grote groep Brazilianen, hier een aantal jaren zonder asiel aan te vragen. Wanneer ze willen terugkeren geven ze zichzelf aan als illegaal en vragen ze om hen te verwijderen. Zo kregen vorig jaar 120 Brazilianen een cheque van 950 euro.

De **voorzitter**: Het Reglement hanteert een precieze timing. Kan u nu tot uw vraag komen?

07.02 Theo Francken (N-VA): Wat heeft de staatssecretaris ondernomen sinds het rapport? Heeft hij overlegd met de staatssecretaris die bevoegd is voor de gedwongen terugkeer? Is er een samenwerkingsakkoord? Hoe worden de interferenties tussen gedwongen en vrijwillige terugkeer opgevangen? Moet niet één enkele excellentie hiervoor bevoegd worden? Zal de doelgroep beter worden omschreven en hoe vallen die Brazilianen onder de categorie C? Hoe wordt vermeden dat het terugkeerbeleid zelf een factor van immigratie wordt? Hoe worden misbruiken tegen gegaan en is er al een nieuwe evaluatie?

07.03 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Het European Integration Network is een netwerk van nationale contactpersonen van de 27 Europese lidstaten. De opdracht ervan beperkt zich tot het uitwisselen van informatie. Het rapport waarvan sprake is dus geen evaluatie, maar een observatieverslag waarin een stand van zaken wordt gegeven van de organisatie van het programma voor vrijwillige terugkeer in België. De conclusies van deze studie zijn dan ook geen standpunten van Fedasil of scherpe kritiek ten aanzien van de verantwoordelijke beleidsmakers. Het zijn slechts observaties en elementen van discussie in de bespreking tussen de lidstaten. Er is hier dus geen sprake van straffe uitspraken of waardeoordelen over de gemaakte beleidskeuzes.

Het programma voor vrijwillige terugkeer bestaat al meer dan 25 jaar en de reïntegratieondersteuning was op het moment van de studie nog relatief recent. Bijgevolg is het logisch dat verbeteringen kunnen worden aangebracht. De voorstellen uit het rapport werden overigens in de strategische planning van Fedasil opgenomen. Er is overleg tussen Fedasil en de Dienst Vreemdelingenzaken om de vrijwillige en de gedwongen terugkeer te coördineren. Er zijn ook gezamenlijke informatiesessies voor het personeel van ambassades en consulaten, er is samenwerking voor het verkrijgen van reisdocumenten of voor het gezamenlijk organiseren van de terugreis. Het belangrijkste is dat er geen incoherenties zijn. Het samenbrengen van dit alles in één bevoegdheidspakket kan daartoe inderdaad bijdragen.

De voorbereidingen voor een KB vrijwillige terugkeer zijn opgestart, maar er zal niet worden afgeweken van

de definitie die al 25 jaar wordt toegepast en die de categorieën A, B en C hanteert: asielzoekers, uitgeprocedeerde asielzoekers en irreguliere migranten die nooit asiel hebben aangevraagd en die dreigen ten laste te vallen van de overheid. De Brazilianen waarvan sprake behoren tot categorie C. In de periode 2008-2009 werden een aantal maatregelen genomen om de toegang tot ondersteuning bij terugkeer te beperken voor de landen van waaruit de toegang tot de EU geen probleem vormt.

Zo is de steun bij de terugkeer voor Roma uit Bulgarije en Roemenië en voor inwoners van de niet langer visumplichtige Balkanlanden zoals Macedonië, Montenegro, Servië, Albanië en Bosnië beperkt tot het ticket. Daarna zijn er bijkomende criteria ingevoerd om de toegang tot de ondersteuning bij reïntegratie voor irreguliere migranten te beperken. Alvorens toegang te krijgen tot bijkomende ondersteuning moeten zij kunnen aantonen al twaalf maanden op het grondgebied te verblijven. Op die manier wordt vermeden dat zij via onze buurlanden naar hier komen om een beroep te doen op het terugkeerprogramma.

07.04 Theo Francken (N-VA): Bij de voorbereidingen van het KB moet toch nog eens goed nagedacht worden over de categorie C. Die illegale Brazilianen vallen immers niet ten laste van de overheid, zij hebben jarenlang illegaal gewerkt in de bouwsector. Zij kunnen zelf hun vliegticket betalen, zij willen hier niet blijven, zij willen alleen maar terugkeren. In Nederland kan die categorie geen aanspraak meer maken op het programma.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de uitgaven voor medische kosten in opvangcentra" (nr. 2600)

08.01 Sarah Smeyers (N-VA): De medische kosten van asielzoekers in opvangcentra zijn de laatste jaren fel toegenomen. Toch is er een duidelijk verschil tussen Fedasilcentra en andere opvangcentra. De kostenstijging in de opvangcentra van Fedasil bedraagt 18 procent tegenover 30 procent in de andere opvangcentra. Dat zijn de cijfers van 2008-2009.

Hoe verklaart de staatssecretaris dat verschil? Zijn er ook al cijfers bekend van 2009-2010? Worden die cijfers opgesplitst volgens de aard van de medische zorg? Is het verschil te wijten aan de aard van de medische zorg of aan de spreiding over de verschillende centra? In alle asielcentra van Fedasil wordt er nauw gecontroleerd of er geen misbruik is tegen het recht op medische zorg. Is dit ook zo in de andere opvangcentra en in de LOI's?

08.02 Staatssecretaris Philippe Courard (*Nederlands*): De medische kosten voor de bewoners van de LOI's worden rechtstreeks terugbetaald door de FOD Maatschappelijke Integratie en niet door Fedasil.

Het verschil kan verklaard worden door het verschil in bezettingsgraad. Bij de federale opvangcentra is er een daling van ongeveer 5 procent, terwijl er een stijging van 7 procent is bij de partners. Daarbij hebben de Fedasilcentra steeds de zwaar zieken opgevangen, maar door de overbezetting kon dat niet meer en werden die steeds meer aan de partners toegewezen. Ook daardoor is er daar een sterkere stijging van de medische kosten dan bij de Fedasilcentra.

Het klopt dat er in de federale centra nauw wordt toegezien op misbruik inzake het recht op medische zorgen. Bij de LOI's wenden de bewoners zich tot externe dokters met een requisitoir dat afgeleverd wordt door maatschappelijk werkers van de LOI's. Deze mensen zijn echter niet medisch geschoold.

Ik beschik niet over de nodige gegevens om een vergelijking met 2009 en 2010 mogelijk te maken.

08.03 Sarah Smeyers (N-VA): Ik zie een mogelijk probleem in het feit dat asielzoekers in LOI's naar een

plaatselijke dokter gaan met een verzoekschrift dat niet wordt opgesteld door een medisch geschoolde. Het blijft dus mogelijk dat de medische kosten zo hoog oplopen door misbruiken.

Misschien moet er toch gesleuteld worden aan dat systeem van verwijzing naar een lokale arts.

De **voorzitter**: Ik hoop dat we in de OCMW's niet ineens massaal dokters moeten gaan aanwerven...

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het overleg met Luxemburgse gemeenten voor de komst van asielcentra" (nr. 2614)

09.01 Sarah Smeyers (N-VA): Vorig jaar kwam er een storm van protest toen de kazerne van Bastenaken in gebruik werd genomen voor de opvang van asielzoekers. De minister heeft de bevolking degelijk geïnformeerd, maar helaas pas na het protest. Nu herhaalt de geschiedenis zich in de Luxemburgse gemeente Herbeumont en de minister zou zelfs dreigbrieven ontvangen.

Fedasil spendeert jaarlijks 40.000 euro aan het creëren van een draagvlak bij de plaatselijke bevolking. Kan men nog spreken van een spreiding van asielzoekers als men in een gemeente van 570 inwoners een asielcentrum voor 400 asielzoekers plant? Is zo'n onevenwicht geen voldoende reden om naar een alternatief te zoeken? Heeft de minister al gezocht in de buurgemeenten? Beschouwt hij de opvang in Herbeumont als tijdelijk? Heeft de staatssecretaris het bestuur en de bevolking deze keer wel vooraf ingelicht?

Zal de aanwezigheid van zoveel asielzoekers geen negatief effect hebben op de criminaliteitscijfers? Wordt daar preventief iets aan gedaan?

09.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Het transitcentrum in Herbeumont werkt al een paar weken en past in het plan van de regering om de opvangcapaciteit uit te breiden. Uiteraard is de verhouding tussen de bevolking in het centrum en die erbuiten niet ideaal, maar het opvangnetwerk versterken was een hoogdringende zaak en ik heb mijn verantwoordelijkheid genomen.

Herbeumont is een tijdelijk transitcentrum voor een jaar. Zodra de site in overweging werd genomen, werd de gemeente gecontacteerd, onder meer door het Rode Kruis. Ik heb zelf de burgemeester op de hoogte gebracht en ik was aanwezig op de infoavond voor de bevolking. De sfeer was er gespannen en emotioneel. Uiteindelijk werd er een overeenkomst gesloten tussen de gemeenten en mijn diensten. In de komende maanden zullen we de toestand evalueren.

Ik ben ervan overtuigd dat net zoals bij alle andere opvangcentra het samenleven geen enkel probleem vormt. De statistieken van de politie benadrukken dat. In de zes gemeenten waar er vorig jaar permanent een opvangcentrum beschikbaar was, waren er 59 politieoptredens die hiermee verband hielden.

Dit wijst erop – en ik kan dat niet genoeg benadrukken – dat de criminaliteit niet stijgt in de gemeenten waar een opvangcentrum gevestigd is. Fedasil besteedt niet minder dan 40.000 euro per jaar aan buurtwerking en aan de organisatie van bewustmakingsactiviteiten.

In 2010 telden de centra gelegen in de provincie Luxemburg, 123 langdurige samenwerkingsverbanden met lokale verenigingen. Ik ben er zeker van dat wij via een begeleidingscomité in Herbeumont met evenveel succes de dynamische krachten van de gemeenten en het team van het centrum bijeen zullen brengen.

09.03 Sarah Smeyers (N-VA): Ik geloof dat de criminaliteitscijfers niet stijgen, maar die angst leeft wel bij de bevolking. Samenleven is misschien wel mogelijk, maar het draagvlak is er niet meer. De minister neemt zijn verantwoordelijkheid door ervoor te zorgen dat er niemand meer op straat hoeft te leven, maar een andere

verantwoordelijkheid is de instroom beperken en daar zie ik weinig gebeuren. Ik weet dat dit buiten de bevoegdheid van de staatssecretaris ligt, maar hij creëert maar plaatsen bij terwijl er geen draagvlak meer is bij de bevolking.

Het incident is gesloten.

10 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Carina Van Cauter** aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de toekenning van materiële hulp aan asielzoekers die een beroepsinkomen hebben" (nr. 2604)
- mevrouw **Nahima Lanjri** aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de terugvordering van de materiële hulp bij asielzoekers die beroepsinkomsten hebben uit een activiteit als werknemer" (nr. 2636)

10.01 Carina Van Cauter (Open Vld): In het KB van 2 februari 2011 over materiële hulp aan asielzoekers, wordt een onderscheid gemaakt tussen enerzijds asielzoekers met een duurzame arbeidsovereenkomst of een nettoloon hoger dan het leefloon en anderzijds asielzoekers die occasioneel werken. De eersten moeten de opvang verlaten en hebben geen recht meer op materiële ondersteuning. Voor de anderen is er een combinatie mogelijk van materiële ondersteuning en het recht om loon te verdienen. Zij moeten een deel van de materiële hulp terugbetalen.

Merkwaardig is dat in het KB staat dat het begrip 'loon' niet eenduidig is vastgelegd. Volgens mij omschrijft artikel 2 van de loonbeschermingswet duidelijk wat onder 'loon' wordt verstaan. Daarnaast heb ik ook vragen bij de sanctie- en controlemechanismen, of liever het gebrek eraan in het KB.

Welke mogelijkheden hebben de OCMW's? De asielzoekers moeten spontaan aangifte doen. Wat als zij dat niet doen? Hoe wordt dat gecontroleerd? Kan Fedasil een Kruispuntbank raadplegen? Ware het niet beter om de werkgever ertoe te verplichten de bijdrage onmiddellijk in te houden?

Dan zijn er nog situaties die niet geregeld zijn. Iemand die erkend wordt als vluchteling krijgt twee maanden de tijd om het opvanginitiatief te verlaten. In die twee maanden kan hij dus onbeperkt verdienen én materiële steun genieten? Of wat met iemand die op leercontract is? Mag die persoon onbeperkt verdienen en materiële steun genieten? Komt er ook een regeling voor deze zaken?

Nog voor het KB werd gepubliceerd, kreeg ik al een beslissing van Fedasil over de toepassing van het KB. Is de normale gang van zaken niet dat eerst het KB wordt afgewacht vooraleer het wordt toegepast?

10.02 Nahima Lanjri (CD&V): Het KB bevat niet voor alle bekommernissen die de Antwerpse LOI's mij doorgaven, een oplossing.

Wat moet er gebeuren met de bedragen die de opvanginitiatieven inhouden op het loon? Moet dat geld onmiddellijk worden doorgestort aan Fedasil of mogen de LOI's het zelf beheren? Zijn er richtlijnen voor de besteding van het geld? Als de opvanginitiatieven het geld zelf mogen houden, bestaat het risico dat LOI's op plaatsen met veel tewerkstellingsmogelijkheden meer inkomsten hebben dan andere LOI's.

Ook is er onduidelijkheid over wat de LOI's precies moeten doen met de middelen die voor de publicatie van het KB al werden ingehouden. Die bedragen verschillen van LOI tot LOI. Wat moet daarmee gebeuren?

10.03 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Omdat de loonbeschermingswet een erg ruime interpretatie geeft van 'loon', moesten wij in het KB specifiek bepalen wat in rekening wordt gebracht voor het betalen van een bijdrage aan de materiële hulp. Deze bijdrage wordt beheerd en gecentraliseerd door Fedasil, zowel voor de federale centra als de opvangpartners.

In afwachting van het KB werkte Fedasil in september 2010 een FAQ uit over de toegang tot de arbeidsmarkt en het recht op materiële hulp. Alle opvangpartners, ook de LOI's, hebben die FAQ ontvangen. Daarin staat dat de enige mogelijkheid was om code 207 in specifieke gevallen op te heffen als aan de voorwaarden van het KB – een stabiel contract en voldoende inkomen – voldaan is. De opvangstructuren moeten de asielzoekers informeren over de mogelijkheid om te werken en over de gevolgen ervan. De opvangstructuur mag geen beperkingen opleggen inzake de toegang tot materiële basishulp, zoals zakgeld of maaltijden.

Voor een bewoner die een beroepsinkomen heeft, zijn er volgens het KB twee maatregelen mogelijk: een bijdrage aan de materiële hulp of de opheffing van de verplichte plaats van inschrijving.

Informatie over de professionele situatie van de asielzoeker wordt met een typeformulier naar Fedasil verstuurd. Na onderzoek van het contract, het loon en de familiale situatie wordt eventueel tot een facturatie van de bijdrage overgegaan of een opheffing van de verplichte inschrijvingsplaats.

De asielzoeker moet zelf het OCMW inlichten over zijn arbeidsinkomsten. Het OCMW moet informatie daarover aan het agentschap bezorgen en kan via de Kruispuntbank controleren of de bewoners van het LOI over een inkomen beschikken. Enkel het agentschap heeft het recht de bijdrage terug te vorderen. Het OCMW kan wel een sanctie opleggen als de asielzoeker informatie bewust achterhoudt.

Als een werkende asielzoeker zijn bijdrage weigert te betalen, kan dat niet worden gecompenseerd door het zakgeld af te nemen of de verplichte inschrijvingsplaats op te zeggen, omdat die sancties niet zijn opgenomen in de opvangwet. Het agentschap kan enkel de bijdrage met intrest terugvragen. De opheffing van de verplichte inschrijvingsplaats kan gebeuren op basis van informatie die Fedasil ontvangen heeft, zonder toestemming van de asielzoeker. De asielzoeker moet dan de opvangstructuur verlaten en zelf een woning zoeken.

Dit KB is niet van toepassing als de asielzoeker deeltijds onderwijs volgt of op erkende vluchtelingen, omdat die geen arbeidskaart C nodig hebben. Fedasil heeft geen enkele bijdrage gevraagd aan werkende asielzoekers voor de inwerkingtreding, maar startte al wel met het opheffen van de verplichte inschrijvingsplaats. De instructies worden momenteel op punt gesteld door Fedasil.

10.04 Carina Van Cauter (Open Vld): Het klopt niet dat in ons sociaal recht het begrip 'loon' niet eenduidig zou omschreven zijn. Ik betreur het dat de staatssecretaris zorgvuldig wetgevend werk onderuit haalt. Ik heb er wel geen probleem mee dat in het KB wordt omschreven wat als 'loon' wordt beschouwd.

De combinatie van werk en materiële opvang zou in bepaalde situaties mogelijk blijven. Hoe kan materiële steun gefactureerd worden? De wettelijke middelen en de beschermingswet van het loon gelden ook voor asielzoekers. Kan een asielzoeker die werkt met een tijdelijk contract of deeltijdse arbeid verricht een factuur krijgen van Fedasil voor materiële opvang?

Het is niet duidelijk wanneer de asielzoeker die factuur zal krijgen. Er komt heel wat administratie bij kijken. En als de factuur niet wordt betaald, is er geen compensatiemogelijkheid via het zakgeld. Daar heb ik moeite mee.

Heb ik het goed begrepen dat de staatssecretaris bevestigt dat een asielzoeker die geen correcte informatie geeft over zijn job, kan worden geschorst van de materiële opvang?

10.05 Nahima Lanjri (CD&V): Ook ik hoop dat het geen maanden duurt vooraleer Fedasil de facturen verstuurt en de asielzoeker misschien al weg is uit het centrum.

Een asielzoeker die niet betaalt, krijgt interesten opgelegd. Dat kan natuurlijk niet tot in het oneindige doorgaan. Ik vind dat als een asielzoeker twee keer weigert te betalen, hij uit het centrum moet worden gezet.

en dat de kosten moeten worden teruggevorderd.

Ik heb geen antwoord gekregen op mijn vraag over wat de LOI's moeten doen met de bijdragen die zij hebben geïnd voor de publicatie van het KB. Ik had het specifiek over asielzoekers die occasioneel werken.

10.06 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Daarover zal er binnenkort een richtlijn komen.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw **Nahima Lanjri** aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de erkenning van nieuwe opvanginitiatieven voor asielzoekers" (nr. 2637)

11.01 **Nahima Lanjri** (CD&V): De regering heeft eind vorig jaar beslist om bijkomende opvangplaatsen op te richten, zowel bij Fedasil als bij de opvangpartners en op militaire zones. Diverse OCMW's willen hieraan meewerken en een LOI oprichten of uitbreiden. Tot hun verbazing stellen velen vast dat de reactie van Fedasil uitblijft.

Hoeveel aanvragen werden er door de OCMW's bij Fedasil ingediend? Hoeveel OCMW's kregen reeds een erkenning? Hoeveel zijn er gestart en hoeveel zijn er bij gekomen? Wat is de reden voor het uitblijven van de erkenning van LOI's door Fedasil? Hoeveel opvangplaatsen werden er intussen bij de andere opvangpartners gecreëerd? Hoeveel zijn er daarvan in gebruik? Wat is de stand van zaken bij de opvangplaatsen die het Rode Kruis uitbaat binnen Defensie? Hoeveel plaatsen zijn er daar nu beschikbaar? Moeten er nog plaatsen ingevuld worden? Hoeveel bijkomende plaatsen werden er uiteindelijk in de federale centra gecreëerd en in gebruik genomen?

De **voorzitter**: Deze vraag is bijna identiek aan vraag nr. 2349 van mevrouw Becq die daarnet aan bod is gekomen.

11.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Tot 11 februari hebben de OCMW's in totaal 784 nieuwe opvangplaatsen voorgesteld. Van die plaatsen zijn er al 195 operationeel. Wanneer er nieuwe plaatsen voorgesteld worden, gaat dat steeds gepaard met een bezoek ter plaatse en een planning van de eventuele werken en de aanwerving van personeel. Het grootste deel zal in het eerste semester van 2011 operationeel zijn. Wat de uitbreidingen en de openingen in opvangstructuren bij de partnerorganisaties aangaat, waren er van de 3.451 voorziene nieuwe plaatsen begin februari reeds 2.081 plaatsen in gebruik genomen.

Het gaat om de transitcentra van het Rode Kruis, de plaatsen die de Samu social heeft gecreëerd in Brussel, de opvangcentra in Knesselare, Jette en Herbeumont en de uitbreidingen in bestaande opvangcentra. Wat betreft de vijf transitcentra van het Rode Kruis, zijn er reeds 1.629 plaatsen operationeel en de resterende plaatsen worden stelselmatig ingevuld. Het federale centrum van Borzée werd in december geopend. Daar zijn 250 plaatsen, waarvan 140 reeds operationeel zijn. Naast dit centrum werden nog eens 60 bijkomende plaatsen gecreëerd voor niet-begeleide minderjarigen in de bestaande centra.

11.03 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ik wil enkel aandringen op spoed, omdat de OCMW's panden hebben vrijgemaakt die al beschikbaar zijn vanaf 1 december of 1 januari en ze daarvoor kosten hebben gemaakt en personeel hebben aangetrokken.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer **Hans Bonte** aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de meest recente cijfers uit de interfederale armoedebaarometer" (nr. 2673)

12.01 **Hans Bonte** (sp.a): De interfederale armoedebaarometer is een belangrijk instrument in de

armoedebestrijding. De meest recente gegevens zijn ronduit choquerend. Voor heel wat sociale uitkeringen ligt het bedrag nauwelijks boven de helft van de armoederisicogrens. Toch zegt de regering dat ze de juiste prioriteiten heeft gesteld.

Over welke prioriteiten en initiatieven gaat het dan precies? Na het Europees jaar tegen de armoede en het Belgisch Europees voorzitterschap blijven we in ons land op dit vlak met fundamentele problemen kampen.

Waarom heeft men bijvoorbeeld nagelaten om het menswaardig minimuminkomen ook in België te realiseren en het niet enkel op Europees niveau te bepleiten?

De interfederale armoedebarmometer laat zien dat het leefloon voor alleenstaanden 74 procent bedraagt van de armoedegrens, voor een koppel met twee kinderen 64 procent!

Wat is de evolutie van het aantal mensen met een leefloon? Heeft de staatssecretaris zicht op de aanvullende tegemoetkomingen door OCMW's? Wat gebeurt er effectief in het veld om die dramatische cijfers van leefloontrekkers via aanvullende steun te verbeteren?

12.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Als staatssecretaris voor Armoedebestrijding ben ik bevoegd voor de coördinatie van het federaal plan Armoedebestrijding dat de regering op 4 juli 2008 heeft goedgekeurd, dus vóór het uitbreken van de financiële crisis. Zes concrete doelstellingen rond inkomen, gezondheid, maatschappelijke integratie en maatschappelijk welzijn, huisvesting, energie en toegankelijkheid van de overheidsdiensten worden in 59 concrete voorstellen vertaald.

De ondersteuning van de koopkracht van personen die in armoede leven is een prioriteit. De ondersteuning gebeurt onder andere door de laagste sociale uitkeringen op te trekken.

Uit het plan blijkt dat de federale regering wel degelijk heeft geanticipeerd. Zo werden aanvullende beslissingen genomen om de koopkracht te ondersteunen: de verhoging van de inkomensgarantie voor de ouderen, de progressieve verhoging van het leefloon en van de geassimileerde sociale uitkeringen evenals de verhoging van de minimumpensioenen voor de werknemers.

Het plan weerspiegelt duidelijk de verhoogde aandacht van het federale beleidsniveau voor de armoedebestrijding en erkent het inclusieve karakter van het armoedebeleid.

Het verhogen van de vervangingsinkomens blijft een uitdaging voor de toekomst. Het is noodzakelijk dat de inspanningen voor de opwaardering van de lage inkomens worden voortgezet en centraal staan in het sociaaleconomische onderdeel van de regeringsonderhandelingen.

In 2008 keurde de Europese Commissie een mededeling goed over de actieve inclusie van personen die van de arbeidsmarkt zijn uitgesloten. België heeft ervoor gekozen het minimumloon centraal op de Europese sociale agenda te plaatsen. Tot mijn verbazing toonden de lidstaten in juli 2010 sterke terughoudendheid voor een samenwerking op Europees niveau.

Er werd dus afgestapt van het idee om dwingende Europese juridische normen te ontwikkelen. Toch bleef het Belgisch voorzitterschap voort werken aan dit thema, in het bijzonder door een peer review te organiseren over referentiebudgetten.

De resultaten van dit onderzoek en andere initiatieven zullen leiden tot een discussie over het toereikend minimumloon, zowel op Europees als op Belgisch niveau. Recente cijfers over het aantal leefloongerechtigden staan op de website www.mi-is.be. In 2010 waren er per maand gemiddeld 94.000 leefloners. Ongeveer 40 procent ontving een gedeeltelijk leefloon.

12.03 **Hans Bonte** (sp.a): Ik neem akte van het engagement dat de volgende regering rond een aantal cruciale zaken, zoals de vervangingsratio's uit de sociale zekerheid, en de minima in het bijzonder, wellicht ambitieuzer moet zijn.

Het lijkt mij uiterst belangrijk te weten in welke mate de OCMW's boven op het leefloon ook nog bijkomende steun geven. Het leefloon is bijzonder ontoereikend om de armoedegrens te bereiken. Gewoon een leefloon geven is de garantie om de mensen in de armoede te houden.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 12.12 uur.